

Le lifelong learning

décryptage d'un mantra politique

Louise Culot, le 30 mars 2023



L'apprentissage tout au long de la vie (ou EFTLV), une «panacée» universelle



- Réponse au chômage structurel
- Réponse à la crise financière de 2008
- Réponse à la crise climatique
- Réponse à la pandémie Covid
- ...

Questions abordées dans cette présentation

- Comment cette politique européenne s'est-elle formée ?
Analyse du contexte et des influences
- A quels problèmes s'adresse cette politique publique et comment agit-elle ?
Cadre normatif, outils de gouvernances, instruments politiques et financiers + analyse du référentiel de politique publique (selon P. Müller)
- Quel(s) impact(s) pour l'éducation des adultes et l'alpha ?
Prise en compte des spécificités de l'alpha ?

L'éducation et la formation dans les politiques européennes → des marges du Traité de Rome au sommet des priorités



1957*1993 (1^{ère} phase)

- contexte économique des Trente Glorieuses
- Article 125 du Traité de Rome : « rééducation des adultes » en prévention contre éventuel chômage
- peu d'actions communautaires envisagées, pas ou peu de coopération interétatiques



- À partir des années 70 : désindustrialisation
- installation du chômage de masse et concurrence entre les économies
- manque de qualifications : problème de société



Bobineurs - électriciens et traceurs - mécaniciens - Epreuve pratique

- Enseignement obligatoire acquis
- Alphabétisation des adultes : militance
- Niveau d'instruction : affaire privée



1994*2000 (2^{ème} phase) : compétence subsidiaire + l'UE et sa *soft law*

Dans le Traité de Maastricht (94), l'éducation apparaît comme une compétence subsidiaire*

→ base juridique sur laquelle l'UE peut commencer à intervenir comme acteur politique

→ pas de pouvoir législatif mais un pouvoir d'influence politique pour coordonner les actions des Etats membres



*matière subsidiaire : l'intervention de l'UE est nécessaire lorsqu'une action coordonnée ne peut être atteinte autrement

Contexte économique, social et politique des années 90

Adaptation à la concurrence mondiale et changement technologique



Chômage de masse/
ralentissement croissance



Présidence de J. Delors (85-95),
Livres Blancs, Memorandum,
Résolutions, etc.



Fin des années 90 : lien entre éducation et économie se précise

- 1994 : Livre blanc sur l'emploi « Croissance, Compétitivité et Emploi » : importance d'aligner les systèmes d'éducation et de formation sur les besoins économiques.
- 1995 : Livre blanc sur l'éducation, « Enseigner et apprendre. Vers la société cognitive », rapprochement entre l'école et l'entreprise et mise en place d'incitants à l'investissement dans le domaine de la formation
- Stratégie pour l'emploi-SEE 1997 : l'apprentissage tout au long de la vie comme outil d'une politique d'emploi, permettant de combiner flexibilité et sécurité (assurer le passage d'un emploi à l'autre dans un contexte instable)
- 2000 : Memorandum sur l'apprentissage tout au long de la vie, focus sur les adultes
- « Investir » dans les compétences pour garantir la croissance
- l'éducation et la formation tout au long de la vie sont des instruments économiques

→ influence des acteurs internationaux et émergence d'une gouvernance internationale en matière d'éducation des adultes

M. Milana, 2012



UNESCO, OCDE, UE publient des rapports, produisent des normes, « réservoir d'idées » qui alimentent les politiques nationales



Théorie du capital humain (G.Becker)

Hausse du niveau d'éducation → amélioration du niveau d'emploi → amélioration du niveau de vie des personnes → croissance globale



2000-2010 (3^{ème} phase) : STRATÉGIE DE LISBONNE



« Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde »
→ **La connaissance est assimilée au « monde des idées », à la recherche et au développement scientifique, à l'innovation dans le domaine des TICs**

Harmoniser les politiques nationales d'éducation



1^{er} PROGRAMME CADRE EUROPEEN dans le domaine de l'éducation et de la formation « ET2010 »

- Gouvernance communautaire : méthode ouverte de coordination (Benchmarking -comparaison des performances par pays-, échanges de pratiques, etc.)
- Objectifs communs (taux de diplômés de l'enseignement supérieur et de réduction de l'abandon scolaire, etc.)
- Parmi les priorités politiques : système commun de validation des compétences et de certification au niveau européen

A partir de l'an 2000 : accroissement de la production des normes

→ recommandations sur les compétences clé, sur la validation des compétences, portant sur l'organisation du secteur de l'éducation des adultes → **technicisation**

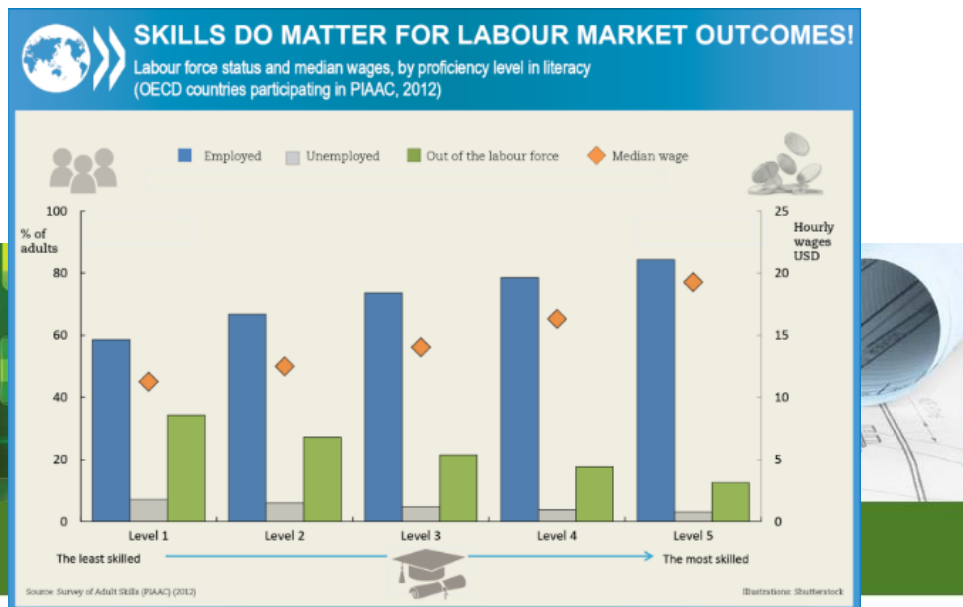
→ Volonté de structurer et réguler un **secteur considéré chaotique**

- Ex ante : création de référentiels de compétences, segmentation en fonction des profils d'apprenants, définition de catégories prioritaires et de compétences utiles (métiers en pénurie, etc.)
- Evaluation ex post : Taux de remise à l'emploi, taux de présence

En 2014, les politiques d'éducation et de formation sont abordées dans presque toutes les recommandations de la Commission aux États membres.

(A. Daratos, 2016)

Facteur d'influence : les enquêtes internationale PIAAC, Adult Education Survey, Labor force survey, ...



Création des publics non qualifiés comme sujet de politique publique

Les compétences influencent sensiblement les chances de réussite dans la vie de chaque individu.

En plus de transformer la vie, les compétences sont vectrices de prospérité et d'inclusion sociale. Sans compétences adaptées, les individus restent en marge de la société, le progrès technologique n'entraîne pas la croissance économique et enfin, les entreprises et les pays perdent en compétitivité dans notre monde connecté et toujours plus complexe. Pour obtenir les meilleurs retours sur investissement en matière de compétences, il est indispensable de disposer d'informations pertinentes sur les compétences nécessaires et disponibles sur le marché du travail, mais aussi

plus rémunérateurs et gratifiants, et à la possibilité de suivre une formation, facteur essentiel au développement et au maintien des compétences tout au long de la vie professionnelle et privée.

... et les pays dont la population est peu compétente risquent de perdre en compétitivité dans une économie mondiale toujours plus dépendante des compétences.

Loin de concerner uniquement les individus, ces corrélations s'appliquent également aux pays : le revenu par habitant est supérieur dans les pays possédant une vaste population d'adultes

→ corrélation entre niveaux d'éducation et d'emploi systématiquement mis en évidence

Le faible niveau de compétences cognitives est également corrélé à un milieu défavorisé, en particulier à l'origine immigrante (bien que le degré de cette corrélation varie fortement entre pays et au sein d'un même pays, ainsi qu'entre les différents groupes d'âge). Le niveau d'éducation des parents influe aussi sur la maîtrise des compétences cognitives (persistance intergénérationnelle).

DÉTERMINANTS DU FAIBLE NIVEAU DE COMPÉTENCES

Les résultats d'une analyse par décomposition de la variance indiquent que la plupart des différences observées en matière de compétences cognitives s'expliquent par le niveau d'éducation formelle atteint et par la fréquence dans l'utilisation des compétences de traitement de l'information dans la vie quotidienne (lecture, écriture, calcul). Les caractéristiques personnelles (sexe, âge, statut de migrant, langue parlée) et, tout particulièrement, le contexte familial (statut de migrant, niveau d'éducation des parents) jouent aussi un rôle important dans ces différences. Dans une moindre mesure, la variance des compétences cognitives s'explique aussi par le maintien de liens avec le marché du travail et les antécédents de participation à la formation.

S'agissant des adultes en emploi, outre ces variables individuelles et en termes de capital humain, les caractéristiques du poste occupé constituent un autre déterminant potentiel du faible niveau de compétences cognitives. Les résultats d'une analyse de régression par la méthode MCO (des moindres carrés ordinaires) portant sur les adultes en emploi confirment les liens étroits entre niveau de compétences cognitives et type d'emploi occupé, ainsi que les liens positifs entre expérience professionnelle et degré de maîtrise des compétences en numérisation (*). Les effets de l'expérience professionnelle sur les

Figure 2. Caractéristiques des personnes peu qualifiées, déterminants et facteurs de risque

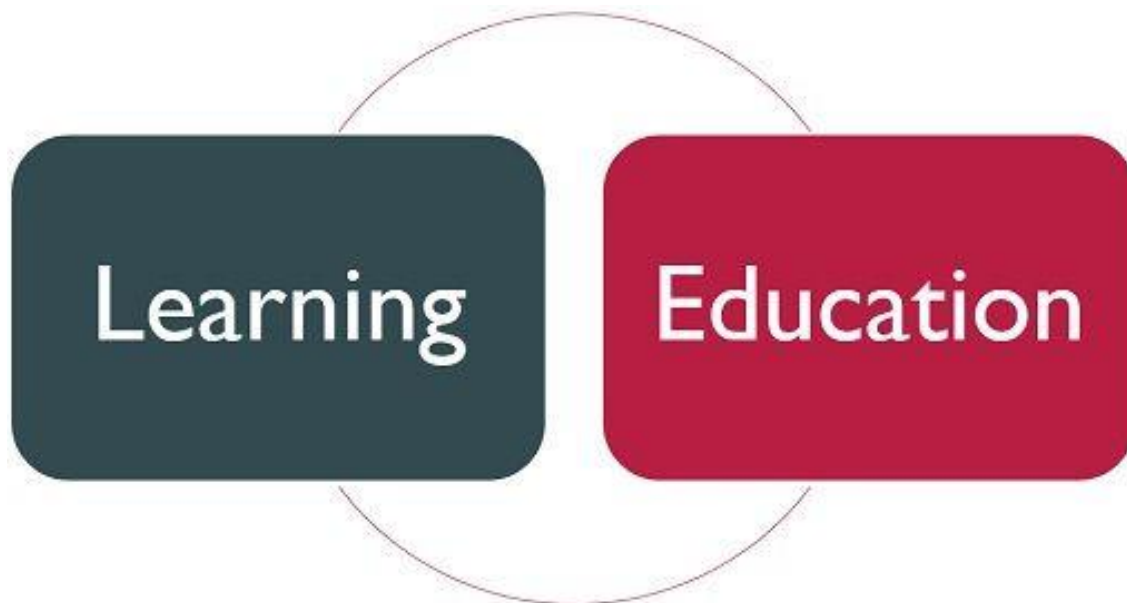
| | |
|--------------------------|--|
| PERSONNES PEU QUALIFIÉES | Faible niveau d'éducation atteint |
| | Milieu défavorisé |
| | Chômage et inactivité |
| | Stagnation en emploi peu qualifié |
| | Travail précaire |
| | Mauvaises conditions de travail |
| | Moindre participation à l'apprentissage tout au long de la vie |

Source: Cedefop.

→ Réencodage des problématiques sociales collectives en problèmes scolaires individuels

Glissement lexical :

on ne parle plus d'éducation mais de « *learning* »



→ responsabilité de l'individu

→ Investissement plutôt que financement

→ « *commodity* » plutôt que « *public good* »

L'accent est mis sur l'apprenant, acteur de son parcours d'apprentissage afin d'améliorer ses chances sur le marché du travail et de contribuer au développement de la société
(M. Milana, 2012)

4^e phase : 2010-2020 : politique sectorielle renforcée

Contexte

Crise financière globale 2008

- **Pacte de stabilité et de croissance :**
création du mécanisme du Semestre européen
pour prévenir les déséquilibres
macroéconomiques en imposant une nouvelle
gouvernance économique et budgétaire
- **Tous les 6 mois, la Commission européenne**
émet des recommandations (lignes directrices)
aux gouvernements



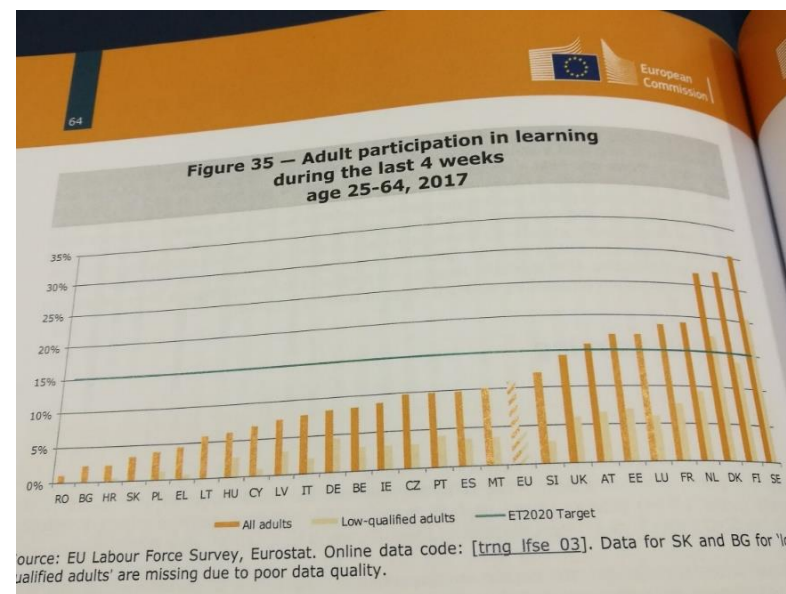
Adoption en 2009 du 2^e programme-cadre : « ET2020 »

Adoption du « *European agenda for adult learning* » (2011)

coopération européenne renforcée dans le domaine de l'éducation des adultes
visibilité + renforcement entre niveau national et européen

→ **Nouveaux instruments de copilotage :**
création d'un réseau de coordinateurs nationaux, création d'EPALE

→ **Premier indicateur en matière d'éducation des adultes :**
objectif de 15% de taux de participation en 2015
(données de participation à la formation pendant les 4 dernières semaines du Labour Force Survey)



2016 : seuls 7 Etats sur les 28 membres atteignent 15% de participation, la plupart des Etats stagne sous les 11% de participation : problème de participation posé comme problème de motivation/adhésion

2016 : Recommandation « **parcours de renforcement des compétences** » adressée spécifiquement aux « publics non qualifiés »

2017 : article 1^{er} du socle européen des droits sociaux : accès à l'éducation et à l'EFTV (sur lequel s'appuie nombreuses normes)

Après covid : nouveaux instruments

Contexte

Pénuries de main d'œuvre

Difficulté de recrutement en formation

Compétences digitales

→ Défi pour la formation des adultes : le problème de non participation

2021 : « *Renewed agenda for adult learning* » pour 2020-2030

avec des objectifs de participation de 47 % en 2025 et de 60% en 2030

modification dans le mode de calcul : participation au cours de l'année écoulée, données du Adult Education Survey et non au cours des quatre dernières semaines

2023 : « Année européenne des compétences »

Hausse de la participation et taux d'emploi : 2 recommandations

2022 : recommandation sur les **MICROCERTIFICATIONS** pour l'apprentissage tout au long de la vie et l'employabilité (« *badging* »)

2022 : recommandation relative aux **COMPTES DE FORMATION INDIVIDUELS** - pas uniquement pour les adultes en emploi salarié mais pour tout adulte en âge de travaillé, avec partage des coûts entre employeurs et pouvoirs publics

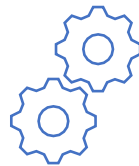
→ formation et éducation toujours présentées comme instrument privilégié pour améliorer l'employabilité,

→ résoudre les problèmes de pénurie

→ le chômage toujours attribué au déficit ou inadéquation des compétences des individus

Évolution du référentiel de politique publique

- Trente Glorieuses : référentiel global social-démocrate
 - État providence - fonctions étendues dans les domaines sociaux
 - Référentiel sectoriel : enjeux et objectifs de l'éducation et de la formation des adultes autour de notions telles que l'égalité des chances, la justice sociale, l'émancipation individuelle et collective
 - Le chômage n'est pas perçu comme la conséquence d'un manque de compétences/qualifications
- (C. Maroy, 2000)
- Depuis l'an 2000 : référentiel libéral social, troisième voie entre un néolibéralisme thatchérien et État-providence
 - État social actif investit pour prévenir les risques sociaux
 - Référentiel sectoriel resserré autour d'enjeux et objectifs économiques de la formation, acquisition des compétences, obtention de certifications permettant garantie et amélioration de l'emploi
(C. Maroy, 2000)
 - Représentation des publics peu scolarisés : définis par leur déficit de compétences et leur vulnérabilité sur un marché de l'emploi en mutation
 - Non prise en compte des passés scolaires, expériences professionnelles, situations socio-économiques, du cumul des barrières à la formation et de la problématique encadrée



Syllogisme à la base de la politique d'EFTLV depuis 20 ans

Marché unique plombé par déficit et inadéquation des compétences de sa main d'œuvre



politique de formation et d'éducation, instrument privilégié pour résoudre ce problème d'inadéquation et de déficit de compétences



les actifs, en se formant aux compétences adéquates, accéderont aux emplois qui sont à pourvoir

(M.Milana, 2008)



Ce qui n'est pas pris en compte



- Diversité des marchés de l'emploi en EU (corrélation entre niveau de diplôme et niveau d'emploi)
- Dégradation des conditions de travail
- Dimension collective des problèmes sociaux (qui sont réencodés en problèmes scolaires au profit d'une lecture individuelle)

→ **Echec des politiques d'emploi** : Explication des pénuries de main d'oeuvre par les conditions de travail que par l'inadéquation des compétences

(étude Rasta, Interfédé, 2023 ; interview avec directrice du Cefedop, 2022)

→ Au niveau d'une population (p.ex dans les agglomérations comme Bruxelles), un taux d'éducation élevé n'entraîne pas de baisse de chômage → Au contraire, paradoxe d'une augmentation du niveau de diplôme dans la population qui provoque hausse de chômage chez les moins diplômés

(rapport « Quelle place pour les personnes peu diplômées sur le marché du travail en Belgique ? », paru en février 2021, le Conseil supérieur de l'Emploi)

Stagnation du taux de participation à la formation



> 11% du taux moyen de participation des adultes à une activité d'apprentissage contre 15 % proposé en 2009 par la stratégie Éducation et Formation (ET2020)

ET L'ALPHA ?



L'alpha dans le référentiel de l'employabilité

Reconnaissance de l'importance de l'acquisition des compétences de base

=

étape « zéro » ou « -1 » d'un parcours d'apprentissage menant à l'emploi

(Recommandation sur le « parcours de renforcement des compétences »)

MAIS

- approche linéaire repoussant l'horizon de l'emploi et de la certification très loin, ignorant la complexité des parcours
- approche réductrice, resserrée sur objectif économique de l'alpha: non reconnaissance (ou méconnaissance) par le politique de la complexité d'éléments biographiques et systémiques dans la dynamique motivationnelle (enchevêtrement des enjeux opérateurs/identitaires et éléments déclencheurs-

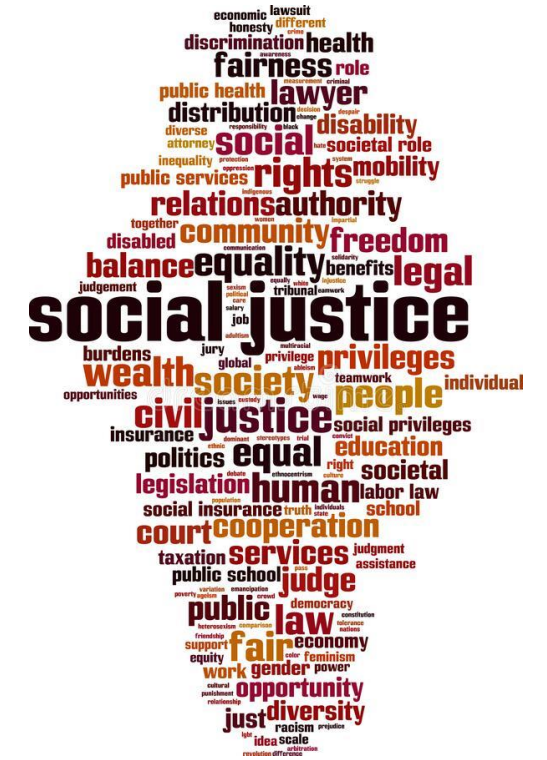
[\(Bourgeois E., Lemaire B., Denghien S.,2017\)](#) [\(Bruxelles Formation, 2021\)](#)

Alpha : enjeux et effets multiples

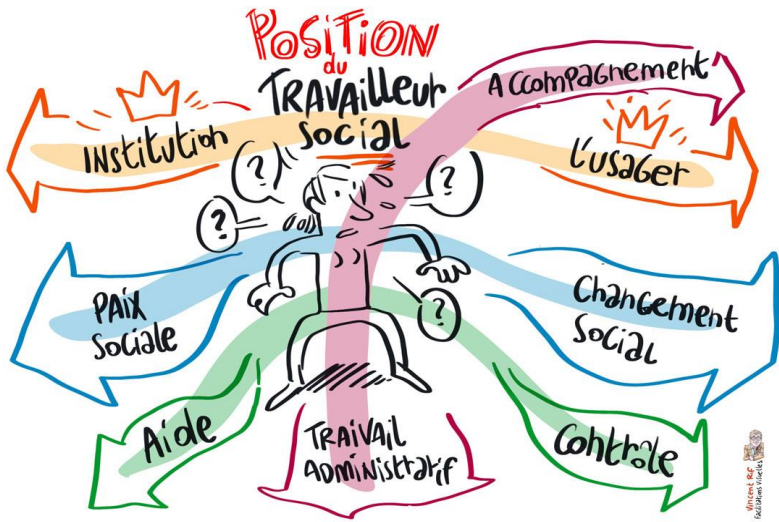
- Alphabétisation = champ spécifique de l'éducation des adultes = enjeux nécessairement plus larges que l'employabilité en termes d'accès aux droits et ressources fondamentaux dans une société de l'écrit excluante
- Effets multiples de la formation au-delà de l'employabilité (autoestime, rapport aux autres, autonomie, etc., etc.)
(E.Bourgeois et al, 2017)
- Les apprenants en alpha cumulent difficultés de condition de vie/barrières à la formation (situationnelles, dispositionnelles)
→ reconnaissance dans les analyses au niveau meso et micro mais absence dans les politiques publiques sectorielles



En FWB : alpha =
 faisceaux de politiques
 référentiel hétérogène, plusieurs
 logiques d'action à l'œuvre
 (D.Laloy, 2013)



MAIS n'échappe pas au référentiel
 dominant d'employabilité
 (A. Godenir, 2013)

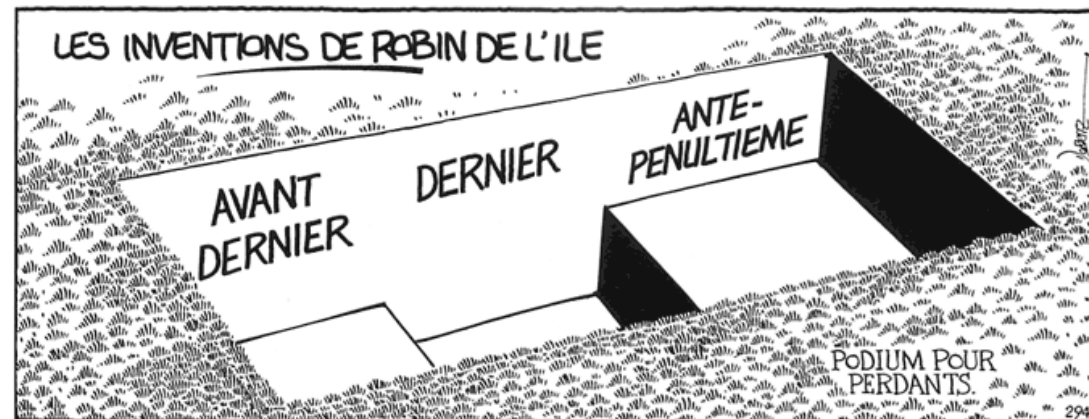


→ Tensions dans le secteur



Effet paradoxal de la course à la certification / au diplôme

Comment rejoindre un peloton qui serait toujours plus diplômé mieux formé plus instruit quand on part avec plusieurs longueurs de retard ?
horizon d'une réussite toujours repoussé plus loin !



>< valeur symbolique et sociale du CEB, comme « rite de passage »



Pistes

- Revendiquer pertinence d'une politique transversale /à la croisée de différentes politiques publiques sur le modèle belge/irlandais (inclusion, école, culture, cohésion sociale, emploi, etc.), spécificité de l'alpha, de ses acteurs, de ses publics
- Assurer conditions de vie sociales et économiques (minima sociaux) pour assurer la conversion des opportunités de formation en projet d'insertion socioprofessionnel désiré par l'apprenant (approche des capacités) ([P. Brotcorne, 2016](#))
- sécuriser, non pas seulement les parcours, mais aussi les individus en les soutenant dans leur enchaînement de formation, alors qu'ils font face aux conditions et aux imprévus de la vie ([Bruxelles formation, 2021](#))
- Privilégier l'alternance, garantir l'accès aux formations certifiantes ([J. Duchêne, 2021](#))

Si la formation mène à une amélioration de la situation d'emploi individuelle, est-ce qu'elle agit collectivement sur les conditions d'emploi des travailleurs les moins scolarisés ?



→ Agir sur le marché de l'emploi : valoriser les emplois « peu qualifiés », revendiquer un contrat social autour de la dignité du travail

→ Modifier les politiques d'emploi en agissant sur l'offre de travail (« demand side ») et non sur la main d'œuvre (« supply side »)